

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES.

Guide de cours.

Dossier n°1

*CHAPITRE 1 :*

**Quelle influence de la culture politique sur les attitudes politiques ?**

**Notions :** Culture politique/civique, socialisation politique, comportements politiques.

**Programme :** « On montrera que les attitudes politiques reflètent souvent des cultures politiques particulières mais aussi des modes de socialisation (primaire comme secondaire) spécifiques. La question de l'identification partisane et celle du clivage gauche/droite fourniront des illustrations simples de ces processus de formation des dispositions politiques. »

**Acquis de première :** socialisation primaire, socialisation secondaire.

1. La socialisation politique et la construction des opinions politiques

2. La structuration de l'espace politique

3. Les cultures politiques

# 1. La socialisation politique et la construction des opinions politiques

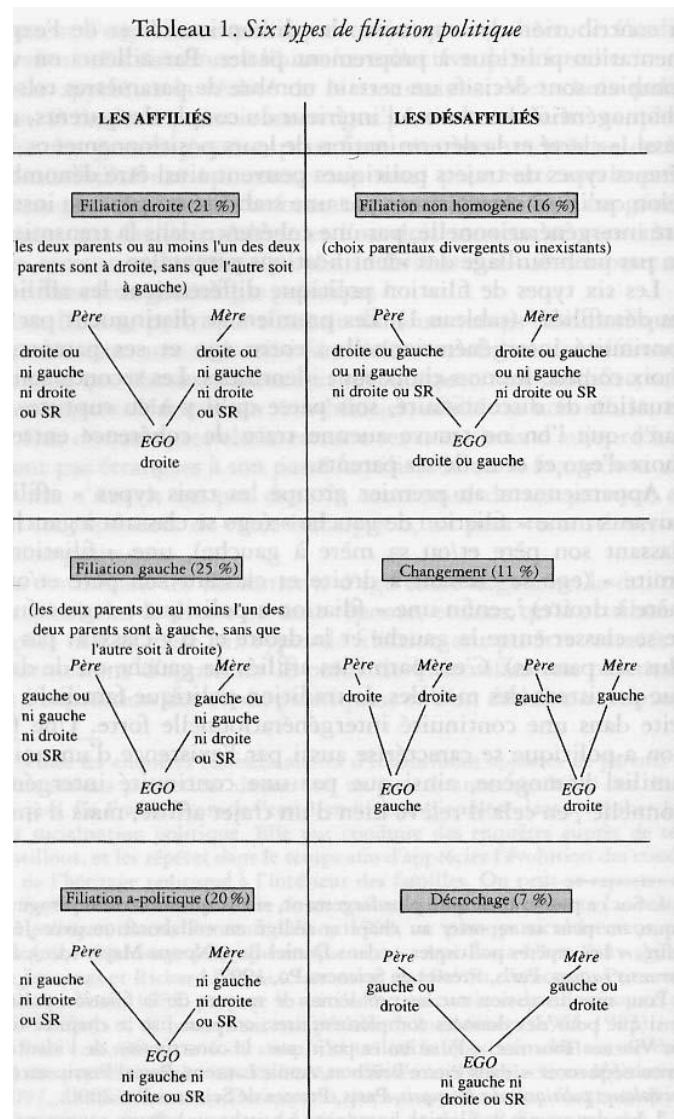
## □ Document 1. Les formes de la socialisation initiale.

On ne peut pas séparer la socialisation politique, acquisition d'attitudes, de connaissances et de préférences sur la politique, des *processus généraux de formation des croyances* concernant l'existence, les relations avec autrui, les hiérarchies sociales et les règles du comportement, voire la signification morale ou religieuse des actes. Il est par exemple bien établi que l'appartenance à une famille de catholiques pratiquants a des incidences sur l'ensemble des comportements (économiques, culturels, associatifs, etc.), et en particulier - mais non exclusivement - sur les opinions et les attitudes politiques. L'enfant " construit " sa personnalité en s'identifiant progressivement, difficilement, aux groupes dans lesquels il vit, en s'efforçant d'en percevoir les normes et les croyances pour les assimiler et les reproduire dans son comportement quotidien. En ce sens, la socialisation est *le fruit d'une activité*, le résultat d'une série d'évaluations, tout autant que l'apprentissage inconscient d'automatismes. L'enfant cherche aussi à repérer les attitudes « normales » en vigueur autour de lui, dans sa famille, dans les associations de jeunes ou les bandes d'enfants qu'il fréquente, dans son école. Il tente de saisir, fût ce confusément, les croyances qui sont accordées à ces attitudes, sur la base de « signes » multiples, tenus mais répétés. Dans l'équipe de scouts à laquelle il se trouve appartenir, par exemple, les postures imposées pour les rassemblements, la tenue vestimentaire, les chants, les activités proposées, sont autant de messages dont il doit plus ou moins déceler la signification, et pas seulement des obligations dont il doit s'acquitter or certains de ces messages sont *implicitement dotés d'une dimension politique*», en ce qu'ils impliquent la valorisation d'attitudes fondamentales à l'égard du pouvoir (celui des chefs de patrouille, du responsable de camp, éventuellement de l'aumônier), des symboles (le drapeau, les fanions, les totems), des exigences collectives (d'ordre, de discipline, d'autonomie ou de communication). Cet apprentissage n'est que partiellement conscient, il est vrai, l'enfant se pliant souvent " spontanément " à ce qu'on attend de lui sans chercher à en saisir précisément la signification mais il n'évacue pas les interrogations que suscite la contradiction entre les normes en vigueur ici (en famille par exemple) et là (à l'école, dans la bande de copains).

C'est donc à partir d'expériences qui, pour la plupart ne sont pas expressément « politiques » - ni présentées comme telles - que l'enfant acquiert des attitudes et une connaissance des règles qui structurent progressivement le comportement qu'il adoptera ultérieurement dans des situations « politiques » certaines pratiques sociales, la pratique religieuse par exemple peuvent dans certains cas jouer un rôle plus important dans la socialisation politique que des événements plus étroitement politiques. Pour autant, il est affronté à la perception d'un ordre particulier saisir d'*activités* que les adultes, autour de lui, désignent comme « *la politique* » perception très différente selon les familles et les groupes auxquels il appartient. Il apparaît d'abord que la référence à « la politique » est chargée d'une *dimension affective* très forte mais très différenciée.

J. Lagroye. *Sociologie politique*. Dalloz FNSP, 1993.

## □ Document 2. Les filiations politiques



**Document 3. Homogénéité des préférences parentales**

Tableau XXIII. Distribution des préférences idéologiques des enfants français (13-18 ans) selon le degré d'homogénéité des préférences idéologiques des parents

% →	Sans réponse	Gauche	Centre	Droite	Effectifs
Deux parents de gauche .....	15	59	23	3	179
Père de gauche, mère de droite ou du « centre » .....	27	34	25	14	119
Père de droite, mère de gauche ou du « centre » .....	27	31	29	13	110
Deux parents de droite .....	19	13	22	46	186

Tableau extrait de Annick Percheron, « La socialisation politique, défense et illustration », art. cité, p. 213.

J. Lagroye. *Sociologie politique*. Dalloz, FNSP, 1993.

**Document 4. Les caractéristiques selon les filiations.**

Tableau 3. *Les caractéristiques sociologiques des 18-30 ans selon leurs types de filiation politique*

(% en colonne)

	Affiliés			Désaffiliés			Ensemble (n = 656)
	Filiation droite (n = 132)	Filiation gauche (n = 191)	Filiation a-politique (n = 145)	Filiation non homogène (n = 103)	Change-ment (n = 42)	Décro-chage (n = 43)	
Filles.....	49	55	57	53	52	58	54
Garçons.....	51	46	43	47	48	42	46
<i>CSP du chef de famille (père ou mère)</i>							
Indépendants.....	21	11	8	9	7	19	12
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures.....	17	13	5	8	10	7	11
Professions intermédiaires.....	15	20	10	17	21	16	16
Employés.....	13	11	22	21	24	16	17
Ouvriers.....	21	29	47	30	21	30	31
Inactifs et retraités.....	11	16	8	15	17	12	13
<i>Niveau d'études</i>							
Inférieur au bac.....	27	31	52	43	28	30	36
Bac.....	30	33	29	27	29	35	30
Bac et +.....	43	46	19	30	43	35	34
<i>Niveau de formation et activité</i>							
Inférieur au bac sans emploi.....	7	7	8	7	10	2	7
Inférieur au bac avec emploi.....	20	24	44	36	19	28	29
Supérieur au bac sans emploi.....	32	32	12	26	33	23	26
Supérieur au bac avec emploi.....	41	37	36	31	38	47	37

**Questions**

- 1) Quelle est la place de la socialisation politique dans la construction de comportements et valeurs politiques ?
- 2) Dans quelle mesure approche interactionniste et déterministes se complètent elles pour expliquer la socialisation politique ? (documents 2)
- 3) Quels sont les éléments jouant un rôle de socialisation politique pour l'enfant ?
- 4) Expliquez la phrase soulignée du document 2
- 5) Expliquez les conclusions que l'on peut tirer des documents 3 et 4.

**2. La structuration de l'espace politique**

**Document 5.** <http://www.politest.fr>

**Document 6.** La structuration de l'espace politique: la dimension droite / gauche.

Depuis que le suffrage universel s'est généralisé, les élections politiques se déroulent dans un contexte où, le plus souvent, électeurs et candidats ne se connaissent pas familièrement. Il a donc été très tôt nécessaire que se mettent en place des repères qui puissent faciliter l'identification des projets, programmes et candidats. Aujourd'hui, l'investiture d'un parti est une pratique généralisée qui répond à la double nécessité de clarifier le profil politique des candidats en lices et discipliner la vie politique en régulant l'accès à la candidature, cette «étiquette» revêt un sens d'autant plus net qu'elle renvoie à une échelle sur laquelle les partis se situent, ou sont situés, les uns par rapport aux autres. C'est l'axe droite/gauche dont l'importance est particulièrement visible dans les régimes à partis multiples, là où leur nombre pourrait précisément engendrer une plus grande confusion.

4 *Chapitre 1.* \_\_\_\_\_ Quelle influence de la culture politique sur les attitudes politiques ?  
C.Di Méo

La fonction apparente de l'axe droite/gauche est d'identifier de grandes familles politiques et idéologiques. Les partis en compétition occupent sur cet axe un rang assez stable de sorte que leurs candidats représentent tel ou tel segment de l'éventail centre droit, extrême-gauche etc. Symétriquement, les électeurs se situent sur cette échelle ou par rapport à elle ils se considèrent comme de droite, du centre ou de gauche ou encore. ni de droite ni de gauche.

Ces positionnements sont-ils l'expression d'une allégeance doctrinale précise ou, du moins, d'un ensemble structuré d'attitudes et d'opinions politiques. La réponse est en réalité moins simple qu'on ne le pense souvent. Historiquement on observe d'abord certains chassés-croisés entre la droite et la gauche. Ainsi le nationalisme moderne est-il né en France avec la Révolution; c'est pourquoi le souvenir des soldats de l'An II est cultivé avec prédilection à gauche pendant tout le XIX<sup>ème</sup> siècle. Au contraire, la droite, souvent monarchiste à cette époque, préférerait la notion d'allégeance dynastique à celle de citoyenneté nationale. En deux siècles, les contenus doctrinaux et les références idéologiques ont donc évolué. En outre l'échelle droite/gauche s'est révélée multidimensionnelle. C'est ainsi qu'à l'antagonisme institutionnel (monarchie ou République), s'est ajoutée la question sociale comme source de nouveaux clivages, ou encore les rapports entre l'Eglise ou l'Etat, l'expansion coloniale, l'évolution des mœurs, la construction européenne, etc.

Des enquêtes empiriques ont tenté d'identifier d'éventuelles corrélations entre les positions que les individus s'attribuent sur l'échelle droite/gauche et des attitudes fondamentales dans le domaine du libéralisme économique d'une part, du libéralisme culturel d'autre part- Four Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth, il existe une forte liaison statistique entre libéralisme culturel et orientation à gauche d'une part, libéralisme économique et orientation à droite d'autre part. Mais c'est la combinaison des deux échelles qui se révèle la plus discriminante." L'opposition entre le type 2, favorable au libéralisme économique mais hostile au libéralisme culturel, et le type 3, favorable au libéralisme culturel mais hostile au libéralisme économique, correspond au clivage traditionnel entre droite et gauche. Elle met face à face, écrivent-ils, d'un côté la France des catholiques pratiquants et des personnes âgées et inactives, de l'autre la France des non-pratiquants et des sans-religion, des jeunes et des personnes actives ».

Celle analyse appelle néanmoins quelques réserves. Il faut en effet observer que, selon les régions géographiques, les mêmes paysans âgés par exemple se déclarent ici majoritairement à gauche (Limousin, Bretagne intérieure) et ailleurs non moins massivement à droite (Savoie, Aveyron, Ouest intérieur). Il est douteux que leurs pratiques sociales soient très différentes. Les familles politiques, identifiées sur cet axe, sont elles-mêmes traversées par des sensibilités politiques fort diverses. On peut par exemple se déclarer «de gauche» et partager des convictions jacobines ou autogestionnaires, réformistes ou révolutionnaires, nationalistes ou tiers-mondistes, industrialistes ou écologiques etc. Des observations sociologiques approfondies ont montré que face à des situations concrètes et non plus des principes généraux sans implications personnelles, les gens qui se positionnent à gauche ou à droite ont, en gros, les mêmes réactions. Enfin les bouleversements politiques qui contraignent à des choix porteurs de sens, mettent en évidence la fragilité de ces identifications comme moteur de l'action.

L'échelle droite/gauche est le produit d'un long travail historique fait de controverses et d'affrontements. Théoriciens, hommes politiques (de gauche comme de droite) ont proclamé hautement leurs valeurs, cité leurs références, affiché leurs croyances. Leurs adversaires les ont récusées, attaquées, stigmatisées. De ces combats subsistent aujourd'hui des traces émotionnelles, qu'entretiennent les protagonistes afin de tirer profit des connotations positives qu'elles évoquent, et rejeter sur leurs adversaires celles qui seraient dépréciatives. En d'autres termes, alors que les implications pratiques des positionnements sur l'échelle demeurent floues, le système de connotations émotionnelles reste suffisamment riche pour mobiliser la capacité des individus à se situer,

Se dire de droite ou de gauche c'est donc assumer ce qui, de ces connotations symboliques, parvient jusqu'à l'individu. S'il est peu intéressé par la politique et peu informé, les significations de son positionnement seront particulièrement pauvres. Par exemple, être de gauche exprimera simplement une hostilité polymorphe « aux patrons » être de droite une répulsion primaire à l'égard des « fonctionnaires ». Plus positivement, la gauche sera associée à la « générosité », la droite au « réalisme » Inversement, chez les individus forcément concernés par la politique, le positionnement (A gauche ou à droite) pourra signifier des convictions fortes, un enracinement motivé dans une tradition intellectuelle, une élaboration sophistiquée d'analyses sociales ou

économiques.

Les fonctions politiques réelles de l'axe droite / gauche sont plus remarquables que sa capacité à mettre en Lumière des positionnements idéologiques précis.

Se situer *sur* ou *par rapport* à l'axe droite / gauche, permet d'abord aux citoyens d'endosser une identité politique. Elle va leur servir de repère et de point fixe- Contraints d'opérer un choix lors des élections qui se succèdent sur des enjeux différents, il leur est difficile d'évaluer avec précision leurs intérêts réels d'autant qu'ils peuvent être contradictoires difficile aussi d'apprécier correctement la validité des discours, promesses et programmes qui leur sont soumis. L'existence d'un ancrage permanent sur l'échelle droite/gauche facilite la solution d'insolubles dilemmes face à des candidats qui préconisent avec assurance les uns plus d'Europe, les autres plus de protection nationale pour « garantir le meilleur niveau de vie des Français ».

Comment trancher sinon en s'en remettant aux leaders qui occupent l'espace politique « de gauche », « de droite », ou « du centre » auquel on a pris l'habitude de se référer ? En outre, le positionnement sur cette échelle laisse une marge concrète d'adaptation à la conjoncture électorale. On peut se dire« du centre » ou « de droite » et, selon les circonstances, voter pour un candidat de l'U.D.F. ou du R.P.R. voire du P.S. ou du F.N. La constance relative de l'auto-positionnement sur l'échelle permet d'habiller de continuité et de cohérence des choix successifs contradictoires. «Je ne vote plus communiste, mais: je reste de gauche».

**P. Braud**, Sociologie politique, LGDJ

### **Questions**

- 6) Faire le politest
- 7) Quelles sont les réponses qui classent à gauche ou à droite ?
- 8) Quels sont les principes de classement entre la gauche et la droite ?
- 9) Quelles sont les différences historiques entre la gauche et la droite ? (document 6)
- 10) Quel rôle joue selon l'auteur cet axe politique
- 11) Cette structuration politique est elle contestée ? Par qui ? Pourquoi ?
- 12) Pourquoi ces tentatives ont le plus souvent échoué ?

## **3. Des cultures politiques ?**

### **□ Document 7. La notion de culture politique**

*Texte 1 p 43 (Manuel Magnard)*

### **□ Document 8. Les cultures politiques des fonctionnaires**

**Que représente le vote des fonctionnaires aujourd'hui ?** Si l'on prend en considération l'ensemble des agents de l'Etat, des collectivités territoriales et de la fonction publique hospitalière - les trois fonctions publiques - cela représente environ 5 millions d'agents. Si l'on ramène ce chiffre à celui du nombre total d'inscrits sur les listes électorales, à savoir environ 42 millions, cela nous amène environ à 12% des électeurs. Comme les fonctionnaires sont des gens qui votent et participent beaucoup sur le plan électoral, j'estime approximativement leur poids électoral, selon le type et la nature de l'élection, à entre 15 et 20% de l'électorat réel. C'est un chiffre tout à fait important. Globalement, les agents du secteur public représentent un électorat de gauche. A noter que les agents des entreprises publiques n'ont pas forcément le même comportement électoral que le reste des fonctionnaires. En 2002, le vote des fonctionnaires s'était plutôt porté vers l'extrême gauche plus que pour la gauche de gouvernement. Cela a certainement contribué à la défaite de Lionel Jospin au premier tour. En moyenne, les fonctionnaires territoriaux et hospitaliers sont plus à gauche que la moyenne des fonctionnaires de l'Etat. Ce n'est pas la différence entre fonctions publiques qui jouent vraiment, c'est plutôt la différence entre métiers. C'est vraiment le cas au sein de la fonction publique d'Etat, entre les

enseignants - qui constituent un apport fort pour le PS - et les policiers ou les militaires - qui votent abondamment pour l'extrême droite et notamment au premier tour en 2002 avec environ 40%. Ainsi, après le poids des métiers intervient le poids de la hiérarchie professionnelle. Les écarts sont sensibles entre les cadres et les employés sur certains sujets. Peut-être pas trop sur le vote mais plutôt sur un certain nombre de valeurs notamment l'acceptation du « libéralisme culturel ». Les cadres sont donc plus libéraux que les employés. Pour les entreprises publiques, le personnel est de plus en plus tenté par l'extrême gauche selon les dernières études du baromètre politique français du Cevipof. Les cadres de la fonction publique ont un comportement électoral très différent de celui des cadres du secteur privé, à savoir qu'ils sont plus à gauche. Les cadres sont 47% dans le public - sans les enseignants - contre 29% dans le privé à voter à gauche ou à l'extrême gauche. Les enseignants votent à 53% à gauche ou pour l'extrême gauche. Ces différences jouent principalement au niveau des professions intellectuelles et des professions supérieures. Lorsque l'on regarde le vote des employés, on s'aperçoit que ces différences s'atténuent. Les employés de la fonction publique par rapport aux employés, ouvriers ou salariés du privé votent à hauteur de 35% à gauche pour 31% dans le privé. Par ailleurs, les catégories supérieures de la fonction publique - catégorie A - se positionnent beaucoup plus souvent, en termes politiques, que dans les échelons d'employés et les échelons intermédiaires. Ces derniers sont, soit plus attirés par des votes extrémistes de droite, soit par un refus d'expression de leur engagement politique ou plutôt du « ni-ni » - ni de droite, ni de gauche -. Cela s'explique par le fait qu'il existe un engagement politique fort, un vote fréquent, un taux d'abstention plus bas que dans le privé pour les cadres de la fonction publique. Sauf qu'en 2002 on a remarqué qu'ils s'alignaient sur les salariés du privé en ce qui concerne l'abstention. Les choses évoluent un petit peu sur ce point. En 2002, on a observé un éparpillement des votes sur l'extrême gauche. En suffrages exprimés, les cadres de la fonction publique ont voté à 26% pour Lionel Jospin, 9% pour Besancenot, 8% pour Laguiller, 11% pour Mamère, 19% pour Chirac et 8% pour Le Pen. Ce qui signifie que la répartition à l'extrême gauche a coûté très cher à Lionel Jospin. En ce qui concerne le vote des enseignants, la tendance est relativement similaire. Lionel Jospin regroupait 35% des voix, 9% pour Besancenot, 3% pour Laguiller et 12% pour Mamère. Les fonctionnaires ont été déçus par le gouvernement de Lionel Jospin. Les causes sont multiples : une réforme des retraites qui n'avait pas été faite à ce moment là, une situation salariale peu favorable avec une décision unilatérale du gouvernement en matière d'augmentation des salaires - à noter qu'il n'y pas eu de nouvel accord salarial depuis 1998 - et, une aigreur relative, notamment pour les cadres des entreprises publiques - qui votaient davantage pour Jospin -, sur le fait que le gouvernement Jospin avait autant privatisé les services publics que Balladur et Juppé réunis. Nous étions loin de l'idéologie du service public que la gauche développait traditionnellement.

**Quelle est l'origine du positionnement à gauche des fonctionnaires ?** Historiquement, l'ancrage à gauche des fonctionnaires est lié à deux courants historiques qui existaient avant la seconde guerre mondiale, à savoir, d'une part, le principe d'une République laïque avec un noyau dur d'enseignants qui ont été les représentants et défenseurs de cette théorie politique. Le syndicalisme, d'autre part, - interdit pendant un certain temps - mais qui prenait la forme d'associations professionnelles de gauche, ces entités ont forgé l'idée de définition d'un statut professionnel reconnaissant les métiers de fonctionnaires et qui tendait vers une reconnaissance de celui-ci par rapport au politique. L'objectif des fonctionnaires était de mettre au centre la science, les connaissances et l'idée que l'on pouvait moderniser le pays autrement qu'en passant par une économie de marché.

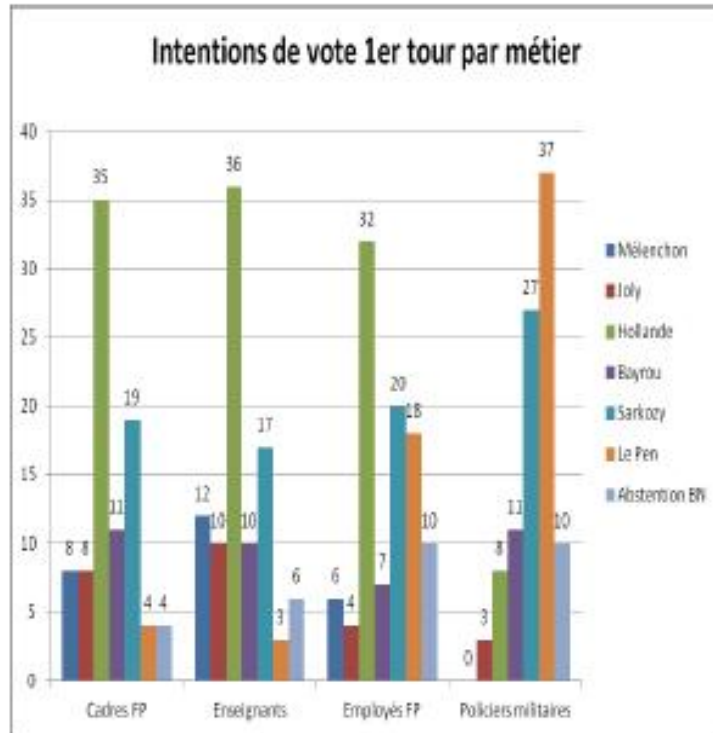
**Quel positionnement les fonctionnaires ont-ils vis-à-vis du libéralisme ?** En ce qui concerne les valeurs économiques et le positionnement vis-à-vis du libéralisme, il faut nuancer. On observe en 2006 deux points importants. D'une part, un certain nombre de refus très clairs dont le refus du CPE qui a marqué aussi bien les enseignants que les cadres de la fonction publique. Par exemple, l'adhésion au CPE pour les cadres de la fonction publique était de 43%, de 38% pour les employés de la fonction publique, de 33% pour les enseignants. Dans le privé, 55% des cadres et 41% des employés adhéraient au CPE. D'autre part, on remarque une réticence vis-à-vis de la théorie libérale. C'est-à-dire une opposition quant à l'engagement de la France dans une économie financière mondialisée. Sur la notion de libéralisme, les cadres de la fonction

publique ont valorisé cette notion à hauteur de 49% pour 69% des cadres du privé. 37% des enseignants et 50% des employés de la fonction publique l'ont également plébiscitée. Ces chiffres dénotent une évolution relative à l'égard de la notion de libéralisme qui commence à pénétrer peu à peu le milieu administratif. Finalement, l'opposition au libéralisme subsiste, néanmoins, elle est nuancée par le fait que lorsque l'on pose la question suivante : « Faut-il donner plus de libertés aux entreprises ? », les fonctionnaires ne sont pas hostiles. Quant aux cadres du privé, ils adhèrent à hauteur de 71% tout comme 67% des employés. Ce qui n'est pas une surprise pour le secteur privé. En revanche, les cadres de la fonction publique sont 65% à répondre « oui », tout comme 63% des employés du secteur public. Les enseignants restent clairement en retrait avec 44% de réponses favorables. Cela veut dire que nous avons une défense forte du service public - notion la plus défendue par l'ensemble des Français - au travers du rejet des principes globaux du libéralisme. Cependant, on observe depuis une dizaine d'année un mouvement d'autonomie des organisations, des administrations, une plus grande liberté de choix professionnels qui tranchent quelque peu avec le principe théorique de la notion de service public. On distingue donc les enjeux théoriques concernant l'ensemble du système social et les enjeux pratiques relatifs aux métiers, à la vie professionnelle, à la mobilité professionnelle. Il y a là une notion de modernité de la fonction publique qu'il faut prendre en compte à mon sens. Actuellement, on constate une très forte opposition au gouvernement de droite de Dominique de Villepin. Le jugement porté sur l'action du gouvernement est négatif, plus largement dans le secteur public que dans le privé. Les enseignants sont mécontents à 64%, les cadres de la fonction publique à 65%, les employés de la fonction publique à 59% alors que les cadres du privé le sont seulement à 44%, les employés à 56%. Par ailleurs, les fonctionnaires ne sont pas hostiles à la construction de l'Europe. Tout dépend de la façon dont on étudie le positionnement vis-à-vis de l'Europe. Seuls les employés des entreprises publiques se positionnent quelque peu contre l'Europe, par rapport à l'ensemble des fonctionnaires, car ils se sentent plus menacés par la libéralisation des services en réseau et par un certain nombre d'évolutions qui les poussent à la privatisation. Néanmoins la tendance globale n'est pas à l'opposition ferme face à la construction européenne. En revanche, la constitution européenne a été clairement rejetée en 2005. La proposition de constitution européenne s'est condamnée auprès des fonctionnaires du fait de ses principes libéraux. Les chiffres sont les suivants, pour les membres de la fonction publique : les cadres ayant voté « oui » lors du référendum étaient 48%, 47% pour les enseignants, 27% pour les employés. Alors que dans le secteur privé, 63% des cadres et 31% des employés adhéraient à la proposition de traité constitutionnel européen. Le secteur public a été critique à l'égard de cette proposition pour des raisons théoriques plus que pour des raisons professionnelles. Cela va à l'encontre du caractère « stato-centriste » communément infligé aux fonctionnaires, en réalité, ils sont, en général, de gauche mais attentifs aux évolutions professionnelles leur permettant d'acquérir plus d'autonomie et de libertés. Ils font partie d'une gauche assez décentralisatrice et tolérante à l'égard des arrangements professionnels et contractuels. Nous ne sommes plus dans l'univers de la fonction publique des années 60. Ils sont également sensibles aux problèmes que pose la réforme de l'Etat. Ce qui est notable, c'est que la fonction publique n'est pas critiquée par les citoyens mais plutôt par les fonctionnaires eux-mêmes. En termes d'effectifs, les fonctionnaires territoriaux sont ceux qui croissent vraiment depuis une dizaine d'années alors que le nombre de fonctionnaires d'Etat stagne.

Interview Luc Rouban Directeur recherche CNRS/ CEVIPOF, Propos recueillis par Sébastien  
Zriem 21 décembre 2006

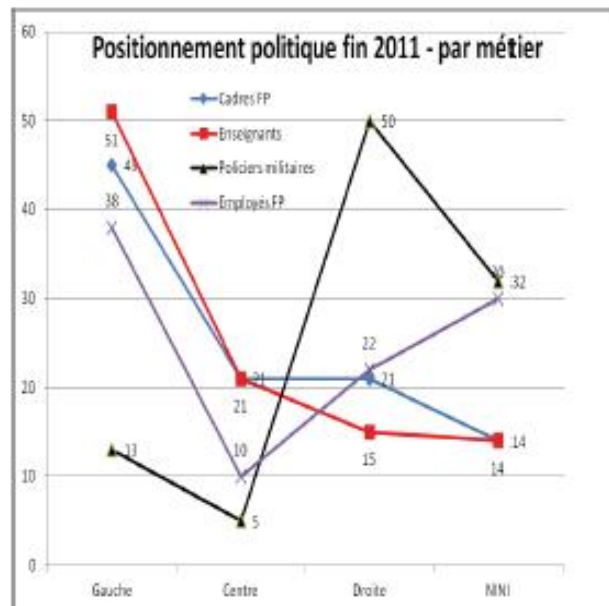
## □ Document 9.





L Rouban, Le vote des fonctionnaires, *Cévipof*, n°9 janvier 2012

□ Document 10.



L Rouban, Le vote des fonctionnaires, *Cévipof*, n°9 janvier 2012

**Questions**

- 13) Qu'est ce qu'une culture politique ?
- 14) Quelles sont les trois cultures repérées par Almond et Verba ?
- 15) Que peut on conclure des documents 9 et 10 ?
- 16) Comment peut on expliquer ces différences d'attitudes politiques ? (document 8)
- 17) Quelles sont les cultures politiques des fonctionnaires ?

Chapitre 1. \_\_\_\_\_ Quelle influence de la culture politique sur les attitudes politiques ?  
C.Di Méo